

**P**  
**Le Parisien**

# Créer une boîte ? Les Français adorent !

PAGES 2 À 4

**ÉCO**

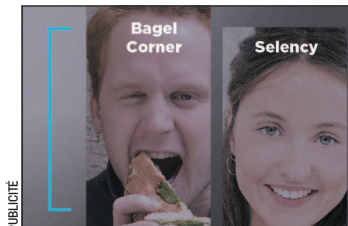
Numéro spécial  
**Salon des  
entrepreneurs**



**DÉCRYPTAGE**  
**RECORD** 815 000 nouvelles  
entreprises en 2019 P. 4



**GUIDE PRATIQUE**  
**PROJET** Comment bien  
se lancer P. 6 À 11



Salon des  
**Entrepreneurs**  
5-6 fév. 2020 Palais des  
congrès PARIS

**CRÉEZ  
RÉINVENTEZ**  
Lancez & accélérez votre business !  
**BOOSTEZ  
OSEZ**



Région Île-de-France CCI PARIS ÎLE-DE-FRANCE ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES

#SDE2020 LesEchos LeParisien Management LCI Europe7 widoobiz

Inscription gratuite sur [salondesentrepreneurs.com](http://salondesentrepreneurs.com) organisé par **LesEchos LeParisien** EVENEMENTS

0 820 012 112 Service 0,12 €/min + prix appel

Le Parisien

À LA  
UNE

# Bienvenue au pays des entrepreneurs

Alors que s'ouvre dans quelques jours le Salon des entrepreneurs, la France n'a jamais autant suscité de vocations. Aides financières, accompagnement, désir d'indépendance... Voici quelques explications à cet élan.

PAR VIRGINIE DE KERAUTEM  
ET CYRIL PETER

**EN FRANCE**, il faut quatre jours pour créer sa boîte, indique la Banque mondiale, comme aux Etats-Unis, contre 5 jours au Royaume-Uni, 8 en Allemagne, 11 en Italie ou 13 en Espagne. Un délai favorable à la France qui n'est peut-être pas étranger à l'évolution positive du nombre de créations d'entreprises dans l'Hexagone. L'an passé, celles-ci culminent à 815 257, selon l'Insee, dont près de la moitié de micro-entreprises. Un nouveau record, après un cru 2018 - 691 000 - déjà exceptionnel. Autre donnée notable : 19 % des Français pensent créer une entreprise dans les trois prochaines années, d'après le Global Entrepreneurship Monitor 2019. Chez nos voisins, moins d'un adulte sur dix est motivé par un tel projet, l'Italie (9 %), le Royaume-Uni (7 %) et l'Allemagne (6 %) n'offrant pas un environnement aussi attractif.

## Une voie pour s'épanouir

Réputés téméraires, les Français semblent mieux apprivoiser le risque intrinsèque à tout projet entrepreneurial. Selon le deuxième indice entrepreneurial français, 30 % des adultes ont été placés à un moment de leur vie dans une dynamique d'entreprendre. Beaucoup y voient le moyen de construire leur propre emploi. En outre, toujours d'après cet indice, « près de la moitié des Français estime que le choix de carrière le plus intéressant est celui de chef d'en-

treprise, que ce soit en travaillant à son compte (NDLR : en tant qu'indépendant) ou en ayant sa propre société ». Pour les femmes comme pour les hommes chef (fe) s d'entreprise, souligne ce baromètre, être indépendant, s'épanouir et réaliser un rêve sont les motivations les plus fréquentes. Un rêve que le modèle français encourage par des dispositifs incitatifs...

## Un cadre propice à la prise de risque

Le système actuel d'assurance chômage, qui garantit au salarié licencié des indemnités pendant deux ans maximum, rassure les débutants : de l'ouvrier qui devient traicteur à son compte à l'ingénieur qui rebondit dans le conseil après trente ans de carrière dans des grands groupes. Mais la dégressivité des allocations que les nouvelles règles de l'assurance chômage prévoient, à partir du 1<sup>er</sup> novembre, poussera sans doute les chômeurs à chercher un emploi salarié plutôt qu'à créer leur boîte.

Le candidat à l'aventure bénéficie aussi de financements nombreux et accessibles. La banque publique d'investissement Bpifrance dope les entreprises innovantes, l'Association pour le droit à l'initiative économique (Adie) octroie des prêts d'honneur aux entrepreneurs des territoires défavorisés...

Suffisant pour déclarer la France nation d'entrepreneurs ? « Au Royaume-Uni, il est simple de créer une entreprise, mais seulement d'un point de vue administratif. Il n'y a pas autant de facilités de financements ni de structures d'accompagnement publiques », analyse Ben Khenkine, directeur marketing de Legal Start, société parisienne qui aide des entreprises basées Outre-Manche à s'implanter en France.

« En 1993, j'ai choisi de me lancer en France car vous avez d'énormes atouts, masqués par les polémiques politiques. Entre sa conjoncture économique et sa situation géographique, proche de la Belgique, du Luxembourg, de l'Allemagne, le pays attire des investisseurs à long terme »,

raconte Edoardo Secchi, fondateur de la société de conseil Italy-France Groupe.

## Moins de frais que nos voisins

« En Italie, pour créer une société à responsabilité limitée (SARL), les frais de notaire coûtent 2 000 € à 3 000 €. En France, cette dépense initiale est évitée et vous pouvez solliciter un cabinet d'experts-comptables pour toute la paperasse. Entre l'enregistrement et la Chambre de commerce, cela vous revient à 650 € maximum », calcule-t-il. En Allemagne aussi le notaire est incontournable. « Dans le meilleur des cas, il faut 48 heures pour prendre contact avec lui et rédiger les statuts d'une GmbH, l'équivalent de notre SARL. Il faut compter entre 2 000 € et 5 000 € de frais », observe Régis Wallet, conseiller de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) France Allemagne. En outre, le capital minimum de 25 000 € peut en refroidir certains. D'autres formes, plus allégées en termes statutaires, ne séduisent pas. « Elles n'ont jamais été plébiscitées même si elles coûtent moins cher, à l'image de l'UG, l'équivalent de la SARL simplifiée à 1 € en France, qui s'adresse à un public de microentrepreneurs », poursuit-il.

Outre-Rhin, les 4 millions d'indépendants (aides à domicile, livreurs...) représentent près de 10 % des actifs, soit autant qu'en France. « Ce statut d'indépendant ne nécessite pas d'enregistrement auprès du registre du commerce, souligne Régis Wallet. Il faut juste se signaler auprès de la commune. Par ailleurs, les cotisations ne sont pas obligatoires même s'ils ont intérêt à le faire. »



**En Italie, les indemnités sont tellement faibles que les gens sont poussés à monter une microentreprise**  
EDOARDO SECCHI

De l'autre côté des Alpes, un employé licencié a droit au chômage pendant un an, contre deux ans en France. Est-ce un frein à l'entrepreneuriat ? « Au contraire, les indemnités sont tellement faibles pour vivre que les gens sont poussés à monter une microentreprise, très souvent dans la restauration et les services à la personne », analyse Edoardo Secchi. « Au Royaume-Uni, les indemnités chômage sont extrêmement basses, ne permettent pas de vivre de façon durable, donc si vous avez le goût d'entreprendre, vous vous lancez », renchérit Ben Khenkine.

## En Allemagne, la pénurie de main-d'œuvre pousse au salariat

En Allemagne, les indemnités plafonnées à 2 500 € sont versées pendant 12 mois maximum pour les moins de 50 ans, jusqu'à 24 mois pour les plus de 58 ans. « Le marché du travail incite à devenir salarié, pas micro-entrepreneur, explique Régis Wallet. Avec un taux de chômage de 3 % et une pénurie de main-d'œuvre, les pouvoirs publics mettent les moyens dans la formation pour que les entreprises trouvent des salariés, de plus en plus tôt. » Surtout pour son industrie manufacturière, qui pèse plus de 20 % du PIB, contre 10 % en France.

On comprend alors que l'incitation des chômeurs à entreprendre y soit moins forte que chez nous, avec Pôle emploi. Depuis 2015, l'organisme met les bouchées doubles pour accompagner des salariés licenciés en quête d'une nouvelle vie professionnelle... En témoigne la mise en avant de son Aide aux créateurs ou repreneurs d'entreprise (Acre), avec exonérations de cotisations. Résultat, le nombre de demandeurs d'emploi reconvertis micro ou entrepreneurs tout court ne cesse d'augmenter. Ils étaient 194 000 sur les onze premiers mois de 2019, principalement dans le commerce, la construction, l'hébergement et la restauration.

Chouchoutés, les Français ? « Ils ont besoin d'être rassurés avant de se lancer,

note Edoardo Secchi. En Italie, la culture du risque est plus développée. Par exemple, l'approche de celui qui veut grimper dans l'échelle sociale, c'est : je n'aurai rien de l'Etat, donc je me lance et si ça marche, je changerai de vie. »

Et en Allemagne ? « Les entreprises, essentiellement familiales, sont gérées en bon père de famille. Les choix sont plus raisonnés, avec une vision à long terme. La culture germanique, c'est la prudence, l'anticipation du risque », assure Régis Wallet. « Au Royaume-Uni, il n'y a pas d'aides publiques, de prêts d'honneur, donc les gens qui se lancent sont plus téméraires. Peu importe l'environnement fiscal », confirme Ben Khenkine, avant de vanter « les facilités de crédit de Bpifrance, unique en son genre ».

« Les banques britanniques pratiquent très peu les taux fixes et demandent au porteur de projet un énorme apport de 15 % du capital emprunté », détaille-t-il. Cela a conduit une entrepreneuse française en Angleterre - qui préfère rester anonyme - à financer les travaux de sa crèche « pour 50 enfants » en contractant, en France, un prêt à la consommation. « théoriquement peu intéressant pour les entreprises ». ■



## PRATIQUE

### SALON DES ENTREPRENEURS

Mercredi 5 février, de 9 heures à 19 heures, et jeudi 6 février, de 9 heures à 18 h 30, au Palais des Congrès, 2, place de la Porte Maillot à Paris (XVII<sup>e</sup>).  
**Hall 1 « Boost ».** Des services et solutions pour développer votre entreprise : franchise, financement, innovation...  
**Hall 2 « Start ».** Des conseils et dispositifs pour construire votre projet : aides, accompagnements, formalités, international...  
**Inscription : gratuite** jusqu'au jeudi 6 février sur [inscription.salondesentrepreneurs.com](http://inscription.salondesentrepreneurs.com).

En France, quatre créateurs d'entreprises individuelles sur dix sont des femmes.





## Débat

**Chefs d'entreprise, porteurs de projets, interpellez les candidats à Paris**



« Je voudrais lancer ma start-up et intégrer un incubateur dans un domaine d'activité spécifique », « Comment la mairie peut-elle m'accompagner dans la perspective d'un développement à l'export », « Je suis artisan et les difficultés de circulation pénalisent mon activité »... A quelques semaines des élections municipales, les 15 et 22 mars, « Le Parisien - Aujourd'hui en France » donne la parole aux entrepreneurs et autres porteurs de projets d'activités en recueillant, via une adresse mail dédiée, leurs questions et leurs propositions aux candidats à l'hôtel de ville. Une sélection de celles-ci sera évoquée face aux postulants à la Mairie de Paris à l'occasion d'interviews vidéo réalisées au Salon des entrepreneurs, les 5 et 6 février, au Palais des Congrès, à Paris (XVII<sup>e</sup>).

### Echanges en direct

Fiscalité, transports, développement, prix de l'immobilier de bureau... Tous les sujets concernant l'activité économique à Paris et plus largement en Ile-de-France peuvent être abordés. Il suffit de donner ses nom, prénom, le nom de son entreprise ou de son projet, sa localisation (dans la capitale ou en région parisienne) et de rédiger en quelques phrases (800 signes maximum) sa question.

S'ils sont présents au Salon des entrepreneurs, les auteurs pourront échanger avec les candidats dans le cadre du plateau-débat du « Parisien-Les Echos ». Enfin, dans le numéro du Parisien Eco du 10 février, chaque candidat présentera sa priorité pour les entrepreneurs en vue de l'élection pour la mairie de Paris.

J.-L.P.

■ Dès maintenant, posez votre question ou présentez votre proposition aux candidats en écrivant à l'adresse mail suivante : [entrepreneur@leparisien.fr](mailto:entrepreneur@leparisien.fr)

## « Les jeunes veulent définir leur propre facteur de succès »

**Alexandre Mars**, 45 ans et plusieurs sociétés créées au compteur, est à la tête d'Epic, une start-up à but non lucratif.

PROPOS RECUEILLIS PAR VIRGINIE DE KERAUTEM

**POUR** le multi-entrepreneur Alexandre Mars, la croissance du nombre de créations d'entreprises est durable. Il enchaîne les conférences pour conseiller tous ceux tentés d'entreprendre.

### Qu'est-ce qui motive autant les Français à entreprendre ?

Ils se lancent parce qu'ils ne pensent pas trouver ce qu'ils espèrent en travaillant dans les grandes entreprises. Beaucoup d'étudiants voient l'entrepreneuriat comme un acte social et se disent que c'est faisable.

### Entre le penser et franchir le pas...

Créer son entreprise, c'est dur mais la tendance de fond, dans beaucoup de pays, montre que les jeunes veulent leur indépendance, définir leur propre facteur de succès. Il faut dire qu'avec les réseaux



Alexandre Mars.

sociaux, les Anglais, les Portugais, les Français voient et ont envie de la même chose au même moment. De plus, plusieurs choses, depuis plusieurs gouvernements, ont été mises en place pour créer un entrepreneuriat positif. Pouvoir développer son activité depuis un autre territoire que les grandes villes est un grand progrès.

### Le système des microentrepreneurs cache une certaine précarité...

Il n'y a pas de petit ou de grand entrepreneur, même si concernant les chauffeurs de VTC ou livreurs Deliveroo, l'Etat doit faire attention. Cela dit, le fort taux de décès d'entreprises après trois ans ne concerne pas que les micro-entrepreneurs. J'insiste beaucoup dans mon livre « Ose ! » (Flammarion, 256 p., 18 €) sur l'échec comme prémices du succès. Moi, j'ai redoublé deux fois. Je l'ai accepté assez tôt et suis devenu meilleur après (NDLR : il est diplômé de HEC et Dauphine).

### Pourquoi l'échec est-il plus admis maintenant ?

Il y a un effet de masse. Quand on est beaucoup à assumer sans honte un échec, la résilience est plus facile, d'autant plus si on ne perd pas de vue sa mission. Si pour certains, celle-ci est d'être son propre chef, de rester dans la

ville qu'ils aiment avec une belle qualité de vie, ce sera peut-être plus facile pour eux de se lancer.

### Cet appétit d'entreprendre va-t-il durer ?

Je ne vois aucun facteur qui ferait que cela ne continue pas. A condition de ne pas attendre d'avoir l'idée révolutionnaire. Il ne s'agit plus de vouloir créer un nouveau L'Oréal. Plus on a des entrepreneurs qui réussissent à leur façon, dans leur ville, plus le modèle devient vertueux.

### Et vous, quelles satisfactions tirez-vous de l'entrepreneuriat ?

Depuis le début, ma mission est de lutter contre les injustices sociales. Je savais que je n'y arriverai jamais mais que j'essaierai de tendre vers ce but. Donc, en créant ma première société à 17 ans (NDLR : qui propose des concerts payants), je voulais avoir les moyens de mes ambitions et être libre.

Le Salon des entrepreneurs permet aux dirigeants comme aux porteurs de projet d'assister à des conférences, des débats et de participer à des ateliers pour y trouver les conseils et les outils utiles à leur aventure.

Beaucoup d'étudiants voient l'entrepreneuriat comme un acte social et se disent que c'est faisable  
ALEXANDRE MARS

## LES CHIFFRES DE LA CONSOMMATION (par rapport au mois précédent)

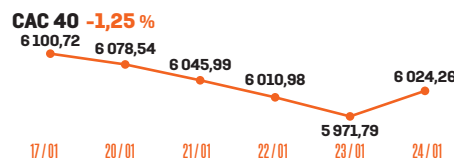
Consommation des ménages (11/2019)	↗ + 0,1 %
Inflation (12/2019)	↗ + 0,4 %
Energie	↗ + 0,8 %
Alimentation	↗ + 0,6 %
Produits manufacturés	↗ + 0,2 %
Services	↗ + 0,5 %
Indice des loyers (T4) En variation annuelle	<b>130,26</b> + 0,95 %

En décembre 2019, l'indice des prix à la consommation accélère à +0,4 % sur un mois, après +0,1 % en novembre 2019. Cette hausse résulte d'un renchérissement des tarifs de l'énergie (+0,8 % après +0,3 %)

et de l'alimentation (+0,6 % après +0,1 %) et d'un rebond des prix des services (+0,5 % après -0,2 % en novembre 2019) ainsi que des produits manufacturés (+0,2 % après -0,1 %).

## ÉPARGNER

Livrets A / Bleu (net)	PEL (brut)	Euro / Dollar
0,75 %	1 %	1,1025 \$ (cours le 24/01)



## LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Salaire minimum de croissance (Smic) Depuis le 01/01/20	brut		net
	Horaire	10,15 €	8,03 €
Mensuel (35 h / semaine)	1 540 €	1 219 €	

Chômage (11/2019, sans les DOM-TOM) Demandeurs d'emploi (cat. A, B, C)	5 428 400
Variation sur le mois précédent	- 0,80 %
% de la population active (T3)	8,6 %

Sources : Pôle emploi, INSEE

## EMPRUNTER

Taux fixe pour emprunt immobilier	Taux minimum des crédits à la consommation sur un an		
Durée	15 ans	20 ans	0,70 %
Taux moyen	1 %	1,15 %	
Taux minimum	0,66 %	0,80 %	

Sources : Baromètre Empruntis.com, taux moyens hors assurance.

## Le chiffre

2<sup>e</sup>

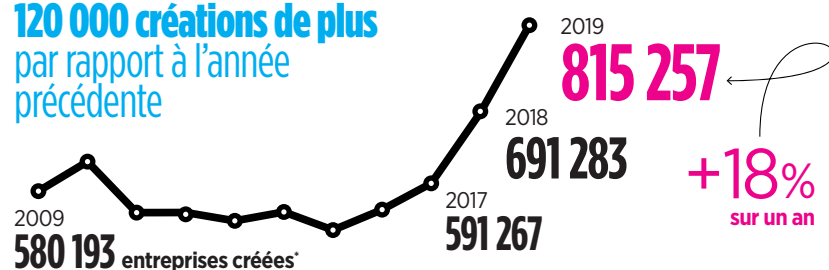
La France, championne de la tuile ! Le pays se classe 2<sup>e</sup> producteur européen de tuiles mais aussi de briques et produits en terre cuite (tuyaux, gouttières...) avec 899 M€ facturés en 1998, selon l'Insee. Les 63 entreprises du secteur emploient 4 660 salariés et se concentrent en Occitanie, Nouvelle Aquitaine et Auvergne Rhône-Alpes, des régions riches en terres argileuses.

## DÉCRYPTAGE

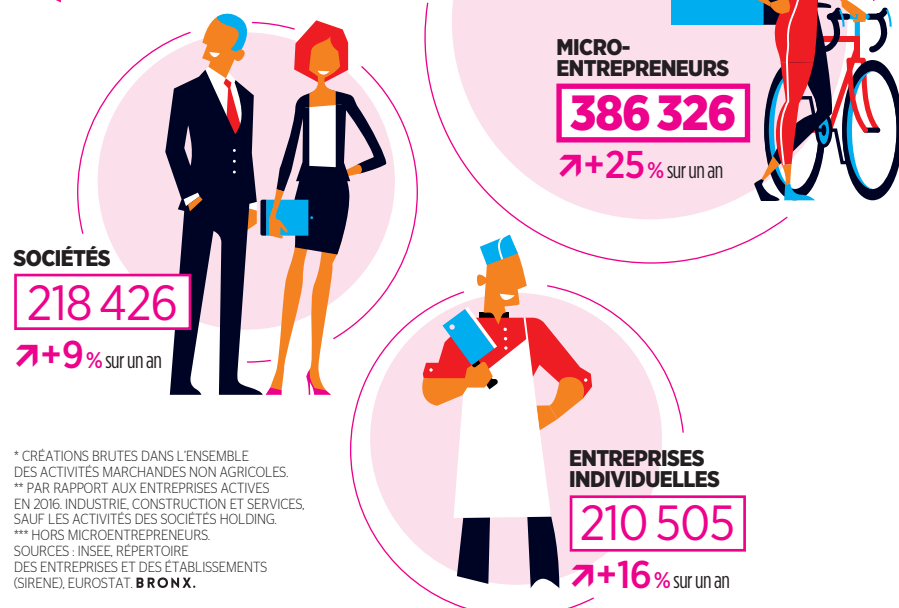
Créations d'entreprises :  
un nouveau record

Plus de 800 000 entreprises ont été créées en 2019.  
Une croissance portée par les microentrepreneurs.

120 000 créations de plus  
par rapport à l'année  
précédente

Une croissance portée  
par les microentrepreneurs

Répartition du nombre de créations par type d'entreprises en 2019



\* CRÉATIONS BRUTES DANS L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS MARCHANDES NON AGRICOLES.  
\*\* PAR RAPPORT AUX ENTREPRISES ACTIVES EN 2016. INDUSTRIE, CONSTRUCTION ET SERVICES, SAUF LES ACTIVITÉS DES SOCIÉTÉS HOLDING.  
\*\*\* HORS MICROENTREPRENEURS.  
SOURCES : INSEE, RÉPERTOIRE DES ENTREPRISES ET DES ÉTABLISSEMENTS (SIRENE), EUROSTAT, BRONX.

La France,  
12<sup>e</sup> pays européen  
le plus créateur  
d'entreprises

Pays avec le plus fort  
taux d'entreprises  
créées en 2017\*\*

1 <sup>er</sup>	LITUANIE	20,14 %
2 <sup>e</sup>	PORTUGAL	15,63 %
3 <sup>e</sup>	SLOVAQUIE	13,54 %

12<sup>e</sup> FRANCE 9,98 %

+34% sur un an

L'industrie est le secteur  
qui affiche la plus forte  
croissance.

2,7

Nombre moyen de salariés  
avec lequel les entreprises\*\*\*  
employées démarrent  
leur activité, en 2018.

470 €

Revenu mensuel moyen  
des microentrepreneurs  
actifs, en 2017.

## Dico de l'éco

EN PARTENARIAT AVEC



## DETTE PUBLIQUE

## LA DÉFINITION

La dette publique correspond à l'ensemble des emprunts contractés par l'Etat, les collectivités locales, les organismes de sécurité sociale. Elle apparaît lorsque les ressources (impôts, taxes et autres recettes non fiscales) ne parviennent pas à compenser les dépenses (minima sociaux, paiement des fonctionnaires, construction d'infrastructures, intérêts de la dette, etc.). L'Etat peut s'endetter à très long terme et refinancer aisément sa dette puisqu'un Etat ne meurt pas. Depuis 1993, le traité de Maastricht limite la dette publique à 60 % du PIB de chaque Etat de l'Union européenne (UE). Mais, depuis la crise de 2008, l'explosion de l'endettement a rendu quasiment obsolète ce critère. Aujourd'hui, la moitié des Etats de l'UE a une dette supérieure à 60 % du PIB, quand elle ne dépasse pas les 100 % (181 % en Grèce).

## L'ACTU

La dette publique française s'est établie à 2 415,1 Mds€ au troisième trimestre 2019 (100,4 % du PIB).

## LA PHRASE

« La dette en général est partie intégrante du système économique, la considérer comme mauvaise en soi n'a aucun sens. »

Bruno Tinel, maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

# Nouveau nom, nouvelle approche.

## En 2020

# Malakoff Humanis se réinvente.

Malakoff Médéric Humanis devient  
**Malakoff Humanis**  
et crée le Diagnostic du Capital Humain  
et les Solutions pour les PME,  
pour permettre aux entreprises d'améliorer  
leur performance sociale et économique.

Rendez-vous sur [malakoffhumanis.com](http://malakoffhumanis.com) pour découvrir nos solutions.



SANTÉ - PRÉVOYANCE - RETRAITE - ÉPARGNE

On aime vous voir sourire

# Avoir des convictions... et de la méthode !

**PROJET** Contribuer à un monde plus responsable fait de plus en plus souvent partie des préoccupations des futurs entrepreneurs... Pour réussir, il leur faudra également un plan stratégique.

PAR JEAN-MARC  
ENGELHARD

## CRÉER UNE CHAUSSURE

zéro carbone. Le projet était ambitieux... et irréaliste. Pourtant, cette idée a conduit Frédéric Mugnier et Nicolas Rohr, alors âgés de 22 ans, à créer la marque Faguo en 2007. « Avec la volonté de proposer des vêtements élégants mais éco-responsables, en phase avec nos préoccupations environnementales. Un élément déclencheur, au même titre que l'envie de tracer notre propre chemin », raconte Frédéric Mugnier. Depuis, la société a prospéré. Elle affiche un chiffre d'affaires de 12 millions d'euros et compte 70 salariés. Et l'enthousiasme est toujours là. « A l'origine, un produit Faguo émettait 9 kg de CO<sub>2</sub>, nous sommes passés à 6 et nous espérons arriver à 4,5, grâce notamment aux matériaux recyclés », prévoit Frédéric Mugnier.

Une véritable quête de sens, partagée par bon nombre d'entrepreneurs. « L'aspiration première, c'est toujours l'autonomie, le monde du salariat faisant de moins en moins rêver. Mais la recherche d'une activité permettant de donner une cohérence à son parcours, à la fois professionnel et personnel, constitue aussi une motivation forte aujourd'hui. Avec, souvent, des considérations liées au développement durable », constate Fanny Gérôme, directrice générale adjointe de France Active, réseau ayant financé la création de 7500 entreprises en 2019.

## Une évidence

L'innovation, quel que soit le domaine, est aussi à l'ori-



**Il faut parler de son projet avec des professionnels du secteur d'activité visé, des clients potentiels, des experts de l'accompagnement**  
DOMINIQUE RESTINO,  
PRÉSIDENT CCI PARIS



Le passage à l'entrepreneuriat permet bien souvent de créer une activité davantage en affinité avec ses attentes professionnelles et personnelles.

gine de nombreux projets. Diplômée d'un master en design, Sandrine Bender ne pensait pas devenir chef d'entreprise lorsqu'elle a débuté une formation complémentaire autour des objets connectés à l'École nationale supérieure Mines-Télécom de Nantes. « En 2016, le projet de fin d'études que j'ai mené avec Alizée Gottardo, devenue depuis mon associée, a changé la donne », explique-t-elle. Ensemble, elles ont conçu Meyko, un petit robot connecté visant à améliorer la prise de traitements chez les enfants, notamment asthmatiques.

« Le prototype a été très bien accueilli par les médecins et les familles, nous avons eu envie de continuer l'aventure. Il aura fallu trois ans de recherche et développement, mais, depuis peu, Meyko est commercialisé », indique Sandrine Bender qui, au début de ses études, s'imaginait salariée dans une agence de design. « Aujourd'hui, il est devenu beaucoup plus naturel de se tourner vers l'entrepreneuriat », remarque Fanny Gérôme. Si de plus en plus de Français franchissent le pas de la création d'entreprise,

un défi subsiste : assurer la pérennité de son projet. ■

## Zoom

### 4 étapes clés

De la validation du projet au choix de la structure juridique, les futurs entrepreneurs ne doivent rien laisser au hasard.

#### 1 Valider la fiabilité de son projet

« Mon projet est-il viable ? » Cette question, tous les entrepreneurs se la posent. « Pour s'en assurer, il faut en parler avec des professionnels du secteur d'activité visé, des clients potentiels et, bien sûr, des experts de l'accompagnement », recommande Dominique Restino, président de la CCI Paris et vice-président de la CCI Paris Ile-de-France. Ces échanges doivent ensuite être confortés par une étude de marché. Son objectif ? Cerner précisément sa clientèle, trouver un positionnement adapté face à la concurrence, définir des tarifs ou encore déterminer les actions marketing et

commerciales à mettre en œuvre.

#### 2 Chiffrer ses besoins et trouver le financement

Beaucoup de porteurs de projet font preuve d'un optimisme démesuré, imaginant un démarrage fulgurant. Certains minimisent le coût de postes comme le marketing et la communication ou l'impact des délais de paiement sur la santé d'une entreprise naissante. Le chiffrage est donc essentiel. « Attention à ne pas sous-estimer ses besoins », prévient Dominique Restino. Épargne personnelle, « love money », apport d'un associé voire crowdfunding... Voilà les premiers fonds. Mais ils doivent généralement être complétés par un prêt bancaire (lire p.7).

#### 3 Déterminer la structure juridique

Depuis quelques années, la société par actions simplifiée (SAS) et son pendant unipersonnel (SASU) ont la cote, notamment auprès des fondateurs de start-up. En effet, ce statut se caractérise par une grande souplesse dans l'organisation du fonctionnement de la société. Cependant, mieux

vaudrait pas foncer tête baissée, car d'autres formes juridiques peuvent être plus adaptées. Prendre conseil auprès d'un juriste reste ainsi le meilleur moyen de faire le bon choix.

#### 4 Effectuer les formalités administratives

Pour avoir une existence formelle, une entreprise doit être enregistrée auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE) dépendant de son activité : chambre de métiers et de l'artisanat si l'activité est artisanale, chambre de commerce et d'industrie si elle est commerciale, ou encore Urssaf si elle est libérale. Pour le connaître, rendez-vous sur le site [economie.gouv.fr/entreprises](http://economie.gouv.fr/entreprises). Une démarche nécessaire pour obtenir un extrait K-bis, autrement dit la carte d'identité de son entreprise. L'aventure peut véritablement commencer.

Salon des  
Entrepreneurs

#### Le Grand Débat

6 entrepreneurs livrent leurs clés de la réussite!  
■ Jeudi 6 février,  
11 heures - 12 h 30.



LAURENT  
BACCOUCHE,  
COMMISSAIRE GÉNÉRAL  
DU SALON DES  
ENTREPRENEURS

## « Il faut y aller, oser »

### QUELLES SONT, EN 2020, LES NOUVEAUTÉS DU SALON DES ENTREPRENEURS ?

Il a plus que jamais vocation à être un accélérateur pour les futurs entrepreneurs. Un parcours au sein du salon leur est d'ailleurs dédié, avec pour objectif de multiplier les rencontres et les partages d'expérience. Ils pourront bénéficier de séances de coaching avec des entrepreneurs expérimentés et, grâce aux « flash business meetings », développer leur réseau professionnel, rencontrer de futurs partenaires, clients ou fournisseurs. C'est vraiment une occasion unique d'obtenir des réponses à ses interrogations et d'enrichir son carnet d'adresses de manière décisive, le tout en deux journées !

### QUELS CONSEILS DONNERIEZ-VOUS À UN VISITEUR HÉSITANT À SE LANCER ?

Il faut y aller, oser ! Il n'est pas nécessaire d'attendre d'avoir l'idée du siècle. Les concepts simples, en lien avec ses compétences, à développer près de chez soi, peuvent aussi se transformer en belles réussites entrepreneuriales. Dans tous les cas, il faut se confronter le plus rapidement possible à son marché pour valider son projet, quitte à faire un pas de côté pour affiner son offre. Et bien sûr, il est préférable d'être accompagné dans les différentes étapes.

### LE REGARD DES FRANÇAIS SUR L'ENTREPRENEURIAT A-T-IL CHANGÉ ?

Ces dix dernières années, il a beaucoup évolué. Aujourd'hui, il n'est plus considéré seulement comme un parcours professionnel possible mais davantage comme un chemin de vie, une possibilité de prendre son destin en main. D'ailleurs, d'année en année, ils sont de plus en plus nombreux à oser passer à l'action. C'est notamment lié à la multiplication des dispositifs d'aide et à la professionnalisation des réseaux d'accompagnement. La simplification des procédures liées à la création y contribue également.

# Où trouver l'argent ?

**BUDGET** Si les banques traditionnelles sont un acteur incontournable, une mise de départ reste indispensable pour susciter leur attention. Quelques pistes pour renforcer ses fonds.

PAR ARNAUD BERTRAND

**EN PHASE D'AMORÇAGE**, le créateur d'entreprise est bien souvent obligé de cumuler les sources de financement. L'apport financier des proches est une première piste : donations, prêts ou investissement dans le capital de l'entreprise (« love money ») ou financement participatif (crowdfunding). Accordés à titre personnel, les prêts d'honneur, à taux zéro, permettent de compléter ses fonds propres pour un montant qui oscille généralement de 2000 à 50 000 €.

Deux réseaux sont dédiés à ce type de prêts : France

Initiative, ensemble d'associations destiné à accompagner et à financer les entrepreneurs français, et Réseau Entreprendre, qui regroupe des chefs d'entreprise bénévoles. « Ces prêts sont accordés en fonction des caractéristiques du projet, de ses perspectives de développement et de la force de conviction du créateur, qui doit le présenter oralement devant un comité d'agrément. En cas d'obtention, l'effet de levier est significatif et ouvre la porte à l'emprunt bancaire, couplé au prêt d'honneur », souligne Laurence Piganeau, responsable éditoriale du site

Bpifrance Création, experte dans le financement des projets. Dans le cas d'une nouvelle entreprise, Bpifrance apporte une contre-garantie au banquier jusqu'à 70 % du montant de l'emprunt pour les nouveaux entrepreneurs.

## Bien s'entourer

Mis en place par le comité financement du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables, le Dispositif 50 K€ a vu le jour à l'été 2018 pour permettre aux entrepreneurs d'obtenir plus facilement des fonds auprès des banques. Sollicité par son client, l'expert-comptable peut remplir



Prêt d'honneur, « love money »... les solutions sont multiples.

Anciens entrepreneurs ou cadres en activité, les business angels ont, eux, une expérience de la vie entrepreneuriale et sont enclins à investir et à prendre des risques. Leur cœur de cible : des projets innovants et des start-up à fort potentiel de croissance et de développement avec un retour sur investissement à court terme. En plus d'un ticket moyen de l'ordre de 10 000 à 20 000 € annuellement, ils apportent leur expérience et leur carnet d'adresses.

en ligne une demande de financement via une plateforme réservée auprès de trois des neuf réseaux bancaires français (hormis la BNP) adhérents du dispositif. « 40 % des dossiers reçus concernent

des créations d'entreprise sur les quelque 500 envoyés en 2019 », note Max Peuvrier, président du comité financement du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables.

## « Un business plan ambitieux et réaliste »

Charlotte Cadé, 32 ans, cofondatrice de Selency, Paris



VICTORIA PATERNO

PROPOS RECUEILLIS PAR A.B.

« AVEC MON ASSOCIÉ, Maxime Brousse, nous avons lancé l'entreprise en septembre 2014. J'ai un profil business, avec une formation en école de commerce et un parcours initial dans un grand groupe. Maxime, lui, avait déjà une expérience dans le financement de start-up digitales au sein du Réseau Entreprendre Paris, qui accompagne de jeunes entrepreneurs à fort potentiel.

Dès les débuts, nous avons choisi des solutions de financement alternatives. Nous avons un apport personnel de 20 000 € chacun, mais pas vraiment de garanties. Obtenir un prêt bancaire aurait été difficile. D'autant que notre modèle, une marketplace d'achat et de vente en ligne de pièces de mobilier et de décoration de seconde main, privilégie le volume à une rentabilité à court terme. Nous avons eu recours à des prêts d'honneur auprès de Paris Initiative Entreprise et

du Réseau Entreprendre Paris. Ils nous ont octroyé 30 000 € chacun, en plus de subventions, comme l'aide à la création d'entreprise de Bpifrance. Ce premier tour de table nous a permis d'aller chercher près de 100 000 € d'apport au démarrage et d'effectuer nos premiers recrutements, de financer les débuts de développement, les espaces de travail... Nous avons ensuite opéré auprès d'entrepreneurs et d'investisseurs indépendants. Cela suppose d'avoir un business plan solide, ambitieux, mais réaliste, avec une stratégie d'entreprise claire.

En mars 2015, une première levée de fonds auprès de business angels de 500 000 € nous a permis de structurer l'entreprise. Au-delà de leur aide financière, l'accompagnement de ces entrepreneurs est déterminant. Dans une logique de développement à l'international, nous avons ouvert le capital en août 2016 et réalisé une première levée de fonds de 3 M€ auprès d'Accel Partners (NDLR, société de capital-risque) qui a eu un effet de levier intéressant, avant une seconde, en novembre 2018, de 15 M€ auprès d'un groupe international, OLX/Naspers, via le fonds d'investissement Accel Partners. Au final, même avec peu de réseau au début, on peut trouver et décrocher des financements relativement facilement. »

**Pour aider votre entreprise à passer du brouillon au projet, nous sommes là.**

Le parcours de la création d'entreprise : [www.iledefrance.fr/entrepreneur-leader](http://www.iledefrance.fr/entrepreneur-leader)

La Région Île-de-France soutient les entrepreneurs à toutes les étapes pour les aider à bâtir et financer leur projet, ou piloter leur entreprise.

**Région Île-de-France**

THE PLACE TO **BIZ**\*

\* La région pour entreprendre.

# S'implanter au bon endroit

**EMPLACEMENT** La localisation d'une entreprise peut en conditionner la réussite. Ce peut être aussi le moyen de bénéficier d'opportunités économiques.

PAR A.B.

**POUR UN CRÉATEUR** d'entreprise ou un entrepreneur en quête de nouveaux locaux, le futur emplacement est déterminant. Les centres urbains ont l'avantage de la proximité avec des quartiers vivants et bien desservis. Principal écueil : le prix de l'immobilier. A Paris intra-muros, le mètre carré se loue en moyenne 500 € par an (hors taxes et hors charges), jusqu'à 1000 € dans les quartiers prisés comme le VIII<sup>e</sup> arrondissement. Un coût qui incite à regarder du côté de la périphérie et des zones d'activités attractives : surfaces plus grandes, loyers deux à trois fois inférieurs à ceux du centre-ville, infrastructures récentes... Le principal risque est de se retrouver excentré dans des zones peu animées, avec une accessibilité moindre pour les salariés et des coûts de transport supplémentaires.



## L'attractivité des régions

Les grandes capitales régionales (Lyon, Lille, Toulouse, Aix-Marseille, Bordeaux, Nantes...) sont aussi des terres d'opportunités. Les prix de location des bureaux y sont moins élevés et l'offre résidentielle davantage accessible pour des salariés de plus en plus attentifs à leur qualité de vie. C'est aussi l'occasion de

s'implanter dans de véritables bassins de compétences. A l'image du Maine-et-Loire, où la coopérative Angers French Tech ambitionne de devenir la prochaine référence mondiale de la production de l'Internet des objets (IoT). « Se rapprocher de ses fournisseurs et privilégier un écosystème favorable à son activité peut s'avérer judicieux », confirme Sophie Desmazières, prési-

dente et fondatrice du site d'annonces immobilières pour les entreprises BureauxLocaux.

## Les atouts des pépinières

Au sein de cet environnement, des réseaux existent dans chaque grande région comme Aura Pep's en Auvergne-Rhône-Alpes, qui regroupe plus de 52 structures d'accueil. Dans la capi-

**Avant de choisir son lieu, plusieurs aspects, comme le prix des loyers et l'accessibilité, sont à examiner.**

tale, la CCI Paris Ile-de-France dispose de plusieurs sites, à l'instar de la pépinière généraliste Paris Soleillet (dans le XX<sup>e</sup> arrondissement) pour les créateurs d'entreprises de moins de 2 ans, ou de Pep'it à Nanterre (92), qui accueille dans ses locaux des entrepreneurs de moins de 5 ans. Outre un hébergement à tarifs compétitifs et pour des durées variant de 1 à 3 ans en moyenne, les pépinières d'entreprises mettent à disposition des jeunes pousses un ensemble de services mutualisés : conseils personnalisés, secrétariat, moyens logistiques... L'objectif : grandir vite et bien jusqu'à maturité. Au terme du contrat d'hébergement et d'accompagnement, la plupart des pépinières proposent des solutions en hôtels d'entreprises ou aident à la recherche de nouveaux locaux.

Pour intégrer une pépinière, l'entrepreneur doit déposer un dossier de candidature, qui sera examiné par un comité de sélection. Plusieurs points sont jugés : la pertinence du projet, l'analyse du marché, la qualité du plan d'affaires, l'équilibre financier...

## Ces territoires aux avantages fiscaux

Certaines zones géographiques, au développement économique en berne ou minées par le chômage, permettent également de bénéficier d'une fiscalité avantageuse, comme les zones franches urbaines (ZFU), quartiers de plus de 10 000 habitants. Il en existe une centaine en France. S'y implanter permet d'obtenir, sous certaines conditions d'éligibilité (moins de 50 salariés et 10 millions d'euros de chiffre d'affaires...), une exonération totale d'impôt sur les bénéfices pendant cinq ans, dans la limite de 50 000 €. Une exonération ensuite dégressive jusqu'à la huitième année.

D'autres dispositifs (ZAFR, ZRR, BER...) existent avec des conditions particulières. Des avantages à conjuguer avec des subventions et des aides locales, nombreuses. En Bretagne, le conseil régional accompagne par exemple les porteurs de projets de création d'une activité innovante sur le territoire à tra-

vers le dispositif PHAR, un prêt d'honneur sans intérêt et jusqu'à 45 000 €. Un sacré coup de pouce. ■

\* 194 € par m<sup>2</sup> et par an en moyenne à Lyon, 160 € à Lille, 196 € à Bordeaux, 151 € à Nantes. Prix hors taxes et hors charges.  
Source : BureauxLocaux.

## Focus

### Louer des locaux

Pour une entreprise en croissance ou une jeune start-up, la location de ses locaux est une solution qui permet de réduire les coûts. Le bail commercial, dit aussi bail « 3/6/9 », est le plus courant, avec le bail professionnel, qui concerne les activités libérales.

Dans le cas du bail commercial, le locataire doit être inscrit au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers. Sa durée minimale est de neuf ans. Le locataire peut cependant quitter les lieux à la fin de chaque période de trois ans. En plus du loyer librement fixé entre les parties, d'autres frais annexes sont à anticiper, à l'instar des coûts d'entrée - versement éventuel d'un « pas de porte » au propriétaire si le local est vacant, frais d'agence, dépôt de garantie - ou encore de la répartition des charges, impôts, taxes et redevances entre le locataire et le bailleur, à inscrire dans le contrat.

Attention aussi à vérifier les clauses clés (résiliation, engagement, durée des préavis, travaux éventuels...) lors de la rédaction du bail. Le recours à un professionnel peut alors éviter certaines mauvaises surprises.

## Salon des Entrepreneurs

### Conférence

Je crée mon activité dans et pour mon territoire.  
■ Mercredi 5 février, 14 h 30 - 16 heures.

### Atelier

Trouver des locaux pour ma jeune entreprise : une variété de tiers lieux innovants !

■ Jeudi 6 février, 14 h 45 - 15 h 15



**Privilégier un écosystème favorable à son activité**  
SOPHIE DESMAZIÈRES,  
FONDATRICE DE BUREAUX  
LOCAUX

## CRÉATEURS D'ENTREPRISE BNP PARIBAS A SÉLECTIONNÉ POUR VOUS + DE 20 PARTENAIRES EXPERTS

RDV sur [lancezvous.bnpparibas](https://lancezvous.bnpparibas)



BNP PARIBAS

La banque  
d'un monde  
qui change





**LAURA DE MORI,**  
AUDITRICE SENIOR  
CHEZ TOP EMPLOYERS  
INSTITUTE

## « Du sens et de la valeur »

### QU'EST-CE QU'UNE ENTREPRISE À IMPACT POSITIF ?

Quand on réfléchit en termes d'impact, on pense spontanément à des critères environnementaux. Mais un impact positif peut se jouer à bien des niveaux de la gouvernance. Au-delà des enjeux de développement durable, l'idée est de vouloir faire bouger la société et pas seulement l'économie dans laquelle elle tourne. L'innovation compte aussi sur le plan technique et sociétal. Mais l'impact positif d'une entreprise peut se voir aussi et surtout dans l'expérience vécue par ses collaborateurs.

### EN QUOI EST-CE UN ENJEU DE RESSOURCES HUMAINES ?

Ces critères comptent de plus en plus parce que la concurrence est rude pour trouver de nouveaux clients, ainsi que pour attirer et retenir les collaborateurs que ces questions intéressent. Il est plus facile de les attirer et de les garder dans une entreprise à impact positif. La plupart attendent que le passage dans leur entreprise leur offre une vraie possibilité de développement personnel et représente une étape dans leur carrière remplie de sens et de valeur. Cela rejait aussi sur le chiffre d'affaires, d'autant plus quand les collaborateurs sont en contact direct avec la clientèle et capables de défendre une activité en laquelle ils croient. Leur engagement dépend de leurs conditions de travail, du sens qu'ils y mettent et qu'ils y trouvent.

### COMMENT AMÉLIORER SON IMPACT ?

Il existe plein de façons de s'interroger et à tous les prix. Le premier levier, très simple, consiste à écouter ses collaborateurs et à repérer les « signaux faibles ». Il suffit parfois d'ouvrir les portes de son bureau et de poser des questions ouvertes. Ensuite, il y a des organismes comme le nôtre qui peuvent conduire des audits et donner de vraies pistes d'action. Il y a aussi des certifications intéressantes en termes de RSE. Il ne faut pas hésiter non plus à regarder ce qui se fait ailleurs et à s'en inspirer. Il y a plusieurs façons de progresser.



# L'impact positif, c'est maintenant !

**TENDANCE** Du secteur choisi au choix de son matériel ou de ses prestataires, en passant par d'autres bonnes pratiques internes, tous les entrepreneurs peuvent marquer leur différence...

PAR CÉLINE CHAudeau

**EN Y REPENSANT,** elle n'a pas vraiment eu le choix. Dans une autre vie professionnelle, Alexandra Morge-Rochette était salariée en agence conseil. « Disons juste qu'à un moment j'en ai eu assez de donner des recommandations qui n'étaient pas forcément suivies ou de conseiller des clients en qui je ne croyais plus assez, se souvient-elle. Le temps avançant, et en ayant des enfants, toutes mes convictions de jeunesse sont un peu revenues à la surface. Alors, même si je n'avais pas spécialement la fibre entrepreneuriale, j'ai fini par me lancer... »

En 2017, elle fonde Fabulabox, une gamme de jouets éco-conçus, durables et résolument orientés vers l'éducation positive. Elle mise en outre sur une production locale, « made in France » et écologique, dans un marché traditionnellement polluant et majoritairement délocalisé. L'investissement est lourd, mais elle y croit. Et elle n'est pas la seule. Grâce à sa sélection comme « start-up for good », elle a pu lancer une levée de fonds sur la plateforme Lita, spécialisée dans le financement participatif et l'investissement à impact social. « Lita permet à des entreprises d'ouvrir leur capital à des professionnels mais aussi à des particuliers désireux d'investir dans des projets à impact positif », explique Eva Sadoun, cofondatrice de Lita. Depuis six ans, celle-ci se félicite d'avoir vu le nombre de projets ainsi que leur engouement exploser. « Il y a à la fois une exigence des consommateurs et une vraie confiance dans ce type de sociétés. En plus, cela va dans le sens de l'histoire... »

### A la portée de toutes les entreprises

Si l'impact positif inspire de nombreux créateurs d'entreprises, nul besoin d'afficher forcément de belles intentions dès la création de sa société : elles peuvent se révéler, se développer et se nourrir plus tard.

Une étude de Bpifrance Le Lab publiée en 2019 souligne



L'impact positif peut être une source d'inspiration pour l'entreprise et ses activités, comme pour ses salariés.

que « 50 % des dirigeants de PME-ETI déclarent avoir engagé une démarche RSE (NDLR, Responsabilité sociétale des entreprises) ». Ainsi, « tous les entrepreneurs peuvent mesurer la pollution comme d'autres impacts négatifs liés à leur activité et rectifier le tir », assure Karin Boras, consultante en développement du-

table. Elle aussi a quitté le salariat pour pouvoir agir à son échelle et s'investir dans les entreprises à impact positif. Autrice de guides sur le sujet, elle a créé une encyclopédie libre et gratuite en ligne\* à destination des PME et PMI. « De plus en plus de petites et moyennes entreprises veulent et peuvent trouver des moyens de dépolluer, de recycler, ou carrément changer de façon de penser ou de produire. »

Peyrat, directeur général du groupe Afnor (Association française de normalisation). Mais, souvent, le principal bénéfice est encore plus rapidement visible en interne quand les salariés sont fiers de leur travail. Ils sont heureux, par exemple, de pouvoir échanger sur ces sujets avec leurs enfants, qui se préoccupent souvent plus que leurs aînés de ces questions. »

### Raisonnement globalement

« Tous ces impacts positifs sont liés, conclut Karin Boras. Prenez une société dans le bâtiment qui améliorerait la qualité de l'isolation d'une maison avec des matériaux propres. A la fois, elle protège l'environnement, diminue les factures de chauffage, améliore la santé des habitants et contribue donc à limiter

les dépenses de santé de la collectivité. Sans compter la fidélisation des collaborateurs, fiers d'œuvrer au bien commun. » De son côté, Alexandra Morge-Rochette mesure aussi l'impact positif de sa nouvelle activité sur sa propre vie. « En ce moment, je suis fatiguée, mais heureuse et fière de me lever le matin... »

\*<https://pme-pmi-durables.com/fr>.

**Le chiffre**  
▼  
**50 %**  
des dirigeants de PME-ETI ont engagé une démarche RSE

### Un sujet de fierté à tous les niveaux

Pour aller dans la bonne direction, une entreprise peut aussi faire mesurer son impact à travers une norme ou un label (lire p. 10). « L'investissement sera vite rentabilisé au niveau des clients, observe Olivier

« LE PARISIEN LIBÉRÉ »,  
10, boulevard de Grenelle, CS 10817, 75738  
Paris Cedex 15. Tél.: 01.87.39.70.00.  
Société par actions simplifiée.  
**PIERRE LOUETTE**  
Président et directeur de la publication.  
**SOPHIE GOURMELEN**  
Directrice générale déléguée.  
**PRINCIPAL ASSOCIÉ:** Ufipar (LVMH).

**STÉPHANE ALBOUY**  
Directeur des rédactions du « Parisien »  
et d'« Aujourd'hui en France ».  
**Commission paritaire:** N° 0120 C 85979  
**Rédaction en chef des suppléments:**  
Jean-Louis Picot.  
**Rédaction:** Virginie de Kerautem  
et Cyril Peter  
**Editing:** Olivier Bossut

En collaboration avec Accroche-com'  
**Fabrication:** Amandine Charbonnel.  
**Directeur de la publicité RH & Emploi:**  
Muriel Petit, 01.87.39.82.82,  
mpetit@lesechosleparisien.fr



**Abonnement Le Parisien:**  
0.811.875.656  
(coût d'un appel local)

Salon des  
**Entrepreneurs**

### Débat Positive Impact

10 clés pour créer votre entreprise et donner du sens à votre business !  
■ Mercredi 5 février,  
11 heures - 12h30.

# Comment mettre en place une démarche éco-responsable ?

**ENGAGEMENT** Labels, certifications, comptabilité, plusieurs voies permettent de concilier l'activité économique d'une entreprise et un développement durable.

PAR CAROLINE FRIOT

**IL N'EST JAMAIS** trop tôt pour se lancer dans une démarche éco-responsable. Une étude sur la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), réalisée par l'Association française de normalisation (Afnor) fin 2019, en atteste. Les jeunes pousses, engagées depuis un an ou deux, observent rapidement des bénéfices : développement de l'attractivité (57 %), démarcation de la concurrence (48 %), aide à l'embauche (24 %) et progression du chiffre d'affaires (19 %). Et les fruits se multiplient avec le temps. « 100 % des entreprises labellisées disent avoir amélioré leur performance. Le processus d'évaluation les amène à se poser les bonnes questions dans une dynamique de progrès », constate Alain Jounot, responsable du département RSE du groupe Afnor.

L'un des plus connus est le label Engagé RSE, « basé sur la norme ISO 26000, la référence internationale la plus utilisée par les entreprises pour s'engager dans le développement durable de leurs activités », explique



A l'échelle nationale ou territoriale, des aides au financement sont proposées pour mettre en place une stratégie RSE.

Mélodie Merenda, chef de projet RSE et économie circulaire à l'Afnor. Plus récent, le label B-Corp (Benefit Corporation), né en 2006 aux Etats-Unis et depuis reconnu à l'international, distingue 80 entreprises françaises et plus de 2800 structures de toutes tailles et secteurs répondant à des exigences RSE

et de transparence à travers le monde. Les entreprises labellisées B-Corp privilégient le recours à leur réseau pour développer leurs projets.

En ce qui concerne les produits, l'Ecolabel européen, instauré depuis 1992 par l'Union européenne, fixe un cahier des charges de normes environnementales à toute fabrication

de biens d'équipement. Il s'agit du seul label écologique officiel européen utilisable dans tous les pays membres de l'UE. C'est la référence majeure pour les biens d'équipement à côté du label Agriculture biologique dédié à l'agroalimentaire.

Autre voie pour s'engager dans une démarche éco-responsable, la comptabilité

adaptée au renouvellement de l'environnement (modèle Care) dont le cabinet Compta durable est le précurseur. « Le principe est de valoriser le capital naturel et humain au-delà du seul capital financier et de mesurer la dette écologique. Plus elle est faible, plus l'entreprise est [écologiquement] performante », commente Hervé Gbego, son fondateur. Cette méthode comptable sert aussi d'outil de communication vis-à-vis des parties prenantes : financeurs, clients, fournisseurs, prestataires...

## Les aides pour y arriver

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) soutient les éco-entrepreneurs dans tous les domaines de la transition écologique et énergétique. « Via le concours d'innovation du programme des investissements d'avenir, ils peuvent obtenir entre 270 k€ et 2,25 M€ pour financer des projets allant de 600 k€ à 5 M€ », précise Valentin Devriès, directeur adjoint des entreprises et transitions industrielles à l'Ademe.

Dans les autres secteurs, le dispositif TPE PME gagnantes sur tous les coûts permet « l'accompagnement d'un expert agréé pour mettre en place un plan d'actions d'économies sur les flux énergie, eau, matières et déchets ». A la clé, des effets positifs pour l'environnement et « des économies financières de 200 € HT par an et par salarié en moyenne ».

\* Etude sur les démarches RSE menée par l'Afnor en partenariat avec BBVA auprès de 408 organisations françaises en septembre et octobre 2019.



**Le label Engagé RSE est la référence internationale la plus utilisée par les entreprises**  
MÉLODIE MERENDA, CHEF DE PROJET RSE ET TRANSITIONS INDUSTRIELLES À L'AFNOR

## Les liens utiles

■ **Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie**  
L'Ademe accompagne les entreprises souhaitant s'engager dans une démarche éco-responsable et met à leur disposition ses conseils et réseaux.  
[www.ademe.fr/entreprises-monde-agricole](http://www.ademe.fr/entreprises-monde-agricole)

■ **Association française de normalisation**  
Pour vos systèmes, produits, services ou compétences... Retrouvez les certifications proposées par l'Afnor en fonction de votre projet, de votre entreprise et de l'étendue de votre démarche RSE.  
<https://certification.afnor.org>

■ **Envol**  
Pour les PME engagées dans l'environnement, Envol propose un plan d'action sur cinq ans pour mieux maîtriser son impact environnemental.  
[www.envol-entreprise.fr](http://www.envol-entreprise.fr)

■ **Ecolabel**  
Aujourd'hui, 52 catégories de produits ou de services peuvent être écolabellisées. Consultez-les sur :  
[www.ecolabels.fr/trouver-un-produit-ou-service-ecolabellise](http://www.ecolabels.fr/trouver-un-produit-ou-service-ecolabellise)

■ **Répertoire des conseillers en développement durable**  
Au sein des chambres de commerce et d'industrie (CCI), des conseillers, des dispositifs et des programmes d'accompagnement aident les entrepreneurs à mettre en œuvre des bonnes pratiques environnementales. Consultez la carte des conseillers sur :  
[www.cci.fr/web/organisation-du-reseau/annuaire](http://www.cci.fr/web/organisation-du-reseau/annuaire)

■ **Top Formation**  
De multiples options de formations sur la RSE sur :  
[www.topformation.fr/recherche/formation-rse](http://www.topformation.fr/recherche/formation-rse)

# l'Étudiant

# SALON de l'Étudiant

Lycéens en filière générale, techno, pro • Étudiants

31 JANVIER, 1<sup>ER</sup> ET 2 FÉVRIER

PARIS EXPO - PORTE DE VERSAILLES

Invitation gratuite sur [letudiant.fr](http://letudiant.fr)

SPÉCIAL  
parcoursup

## « Le déclic : mon lave-linge en panne »

**Kareen Maya-Levy**, 48 ans, présidente de Kippit, Toulouse (Haute-Garonne)



PROPOS RECUEILLIS  
PAR C.C.

« J'AI EU L'IDÉE de mon entreprise il y a six ans, après la panne de trop. Mon lave-linge a cessé de fonctionner juste après l'expiration de la garantie et le réparateur m'a gentiment dit que j'avais plus intérêt à en acheter un neuf qu'à essayer de le réparer. Outre le coût de l'achat, je n'étais pas non plus très fière de jeter mon ancien lave-

linge de 70 kilos et de polluer l'environnement avec ses composants. En tant que citoyenne, je me disais que ce n'était plus possible de fonctionner ainsi.

Je dirigeais à l'époque un institut de sondage et, avec mon associé, nous songions justement à changer d'activité. Nous rêvions d'une entreprise plus utile et davantage porteuse de sens. Et si nous imaginions un électroménager plus solide, qui ne se jette plus ? Nous avons vendu notre société et tout réinvesti pour fonder Kippit. En collaboration avec l'Institut des arts et métiers (Icam) de Toulouse, nous avons conçu nos premiers prototypes : un lave-linge, puis une bouilloire afin de nous lancer sur ce nouveau marché avec un produit qui parle à tout

le monde. En novembre dernier, ce second équipement a reçu le prix de l'innovation au Salon du made in France. Le jury a été séduit par notre nouvelle façon de penser notre relation à l'économie et aux consommateurs. Notre bouilloire bénéficie du label Longtime qui certifie les produits vraiment durables. Nous invitons ainsi chacun à investir dans l'économie à impact positif. Nos équipements seront certes vendus un peu plus cher, mais ils seront fabriqués en France pour faire fonctionner l'économie locale. Il s'agit ainsi de lutter contre l'obsolescence programmée, d'acheter pour longtemps et donc, à terme, de faire des économies et de protéger la planète... »

[www.kippit.fr](http://www.kippit.fr)

## « Créer de la valeur économique, sociale et environnementale »

**Louise Fourquet**, 34 ans, cofondatrice de Baluchon, Romainville (Seine-Saint-Denis)



PROPOS RECUEILLIS  
PAR C.C.

« NOUS AVONS D'ABORD créé une association, puis une première entreprise d'insertion professionnelle en 2014, labellisée entreprise solidaire d'utilité sociale (ESUS). A l'origine, nous souhaitions accompagner la transition alimentaire, favoriser l'accès du plus grand nombre à une alimentation de qualité, en soutenant une

filiale agroalimentaire responsable et en favorisant l'inclusion professionnelle. Tout cela est possible et l'on peut créer une entreprise avec de multiples impacts positifs. Je viens moi-même du milieu de la culture. J'étais passée par une coopérative et je voulais expérimenter, dans un autre secteur, des façons différentes de travailler ensemble et de partager le pouvoir et la richesse. Nous avons aujourd'hui 95 salariés et plusieurs missions.

Outre la restauration durable avec des produits locaux, nous avons une activité « anti-gaspi » où nous collectons des invendus pour les transformer et les mettre à disposition d'associations comme Emmaüs. A cela s'est ajoutée une activité de conseil en innovation sociale,

auprès de collectivités locales ou d'entreprises classiques, pour essayer d'inventer de nouvelles solutions au service de l'intérêt général.

Enfin, nous avons fondé un incubateur qui permet aux habitants des quartiers populaires de créer leur propre emploi grâce à leurs talents culinaires. Nous avons même notre foncière solidaire commerciale, qui permet d'acquérir des mètres carrés et de les mettre à disposition d'autres formes d'économie sociale. Dans notre démarche, l'argent est important et utile. Cependant, nous nous en servons pour créer de la valeur sociale et environnementale. Ce n'est pas qu'une belle idée : aujourd'hui, c'est devenu une nécessité... »

<http://ensemble.baluchon.fr>

## L'ALTERNANCE DANS LA BANQUE, ÇA VOUS VA BIEN !

### JOURNÉE PORTES OUVERTES MERCREDI 29 JANVIER

Du BTS au Master, des parcours en confiance  
avec le CFPB-Ecole supérieure de la banque

Toutes les infos : [www.cfpb.fr](http://www.cfpb.fr)



L'École supérieure de la banque

réseau  
CFA  
BANK  
QUES



JOURNÉE PORTES OUVERTES  
MERCREDI 29 JANVIER



DANS VOTRE VILLE

# EXPERTE EN SPORT MAIS PAS EN IMPORT EXPORT ?

Nos conseillers 100% dédiés aux pros  
vous accompagnent à l'international.

**C'EST VOUS  
L'AVENIR**  **SOCIETE  
GENERALE**